

ÉCOLES

INQUIÉTUDES AUTOUR DE LA REPRISSE DE L'ÉCOLE

L'école devrait reprendre à partir du 14 mai à Grenoble, suscitant l'anxiété chez les enfants, les parents et les enseignants.



Iron ? N'iron pas ? Alors que les dates de réouverture des écoles se bousculent, ajoutant de la confusion à l'inquiétude, les parents sont plongés en plein désarroi face au choix de renvoyer leurs enfants à l'école. « J'étais très réticente à ce qu'ils reprennent le 11 mai, ce ne sont pas des cobayes ! », témoigne Sofia, mère de deux enfants à l'école, en 4^e et CE2, « il y a de l'inquiétude et de l'incertitude. Et puis, en fonction de l'évolution de la pandémie, personne ne sait où on va... » Une mère de la place des Géants « hésite à mettre [ses] enfants à l'école ». « Est-ce que ça vaut vraiment le coup pour un mois ? », s'interroge-t-elle, « surtout que les mesures sanitaires sont très dures à respecter à l'école. » L'inquiétude pour la santé de leurs enfants est renforcée par l'impression que les décisions sont prises au jour le jour, quand elles ne sont pas contredites le lendemain : « On ne sait plus comment prendre les annonces du gouvernement. C'est de l'incohérence totale, certains lieux peuvent rouvrir comme les écoles, d'autres restent fermés comme les restaurants. », s'énerve Sofia.

L'inquiétude règne aussi du côté des enseignants. Le SNUIPP-FSU, principal syndicat chez les enseignants du premier degré (primaire et maternelle) s'est montré défavorable à une reprise de l'école dès le 11 mai : « On a le sentiment de naviguer à vue, il y a encore beaucoup d'inconnues sur ce virus. Nous sommes des professionnels de l'éducation, pas de la santé. Or la reprise se fait en contradiction avec les avis des professionnels de la santé. Nous n'avons ni l'assurance que la santé de nos collègues soit



L'école élémentaire du Lac fermée, comme toutes les écoles, pendant le confinement, le 29 avril. (photo : B. Bultel)

préservée, ni que celle des élèves et des familles le soit. La réouverture sera aussi un facteur de stress car en cas de problème, par exemple une contamination, les directeurs et les enseignants seront tenus en partie responsables, du moins éthiquement. », explique Valérie Favier, secrétaire départementale adjointe du SNUIPP-FSU 38.

Difficile de prévoir si le retour à l'école sera massif ou timoré et s'il restera constant dans le temps. « Factuellement, on n'a pas d'infos sur les effectifs. L'Éducation nationale va recenser les enfants. Les parents vont être contactés pour savoir s'ils souhaitent remettre leurs enfants à l'école. Il va y avoir également un recensement des enseignants. Car tous ne peuvent pas reprendre, certains sont « à risque » ou sont âgés, certains sont aussi parents et n'ont pas de système de garde pour leurs enfants. », détaille Valérie Favier.

« J'ai l'impression que la seule chose qui intéresse l'État c'est que l'économie reprenne donc que les parents puissent travailler. », analyse Sofia. Même son de cloche du côté du SNUIPP-FSU 38 : « Notre interprétation politique, c'est que l'économie prime sur les questions de santé. D'ailleurs, les premiers à reprendre sont les écoles primaires, car les collégiens et les lycéens

peuvent se garder eux-mêmes. »

Après deux mois à la maison, la situation est loin d'être idyllique pour les familles. La mère de famille des Géants dit que « c'est compliqué les cours à la maison, avec cinq gamins... » Pareil pour Sofia : « moi, le grand ne veut pas bosser... ». Les cours à la maison peuvent être un supplice aussi bien pour les enfants que pour leurs parents. « Il y a plein de situations familiales différentes, certains gamins ont des parents difficiles. », rappelle Sofia. C'est d'ailleurs un des principaux arguments, notamment du gouvernement, pour une reprise au plus tôt de l'école : les cours à distance creuseraient les inégalités entre les élèves. Le SNUIPP-FSU ne dit pas l'inverse : « Les parents issus des classes aisées ont plus de moyens de faire progresser leurs enfants que les parents de classes populaires, qui cumulent les difficultés, comme l'accès à la nourriture. On est bien conscients de cette difficulté, mais de là à faire une reprise précipitée... » À l'inverse, la réouverture des écoles pourrait créer... plus d'inégalités : « Le refus de certains maires de rouvrir les écoles [329 maires d'Île-de-France ont ainsi demandé à repousser la réouverture, ndlr] va créer des disparités entre les communes, ce qui est une inégalité flagrante. »

LE CALENDRIER

À Grenoble, les écoles primaires et les cantines devraient rouvrir le jeudi 14 mai. Quant aux écoles maternelles, elles ne rouvriront « probablement » que le lundi 25 mai a indiqué la mairie de Grenoble. Les instits devraient reprendre le 11 mai. Le périscolaire reprendrait le 18 mai. Les crèches municipales rouvriraient le mardi 12 mai. Aux dernières nouvelles, les collègues ne rouvriraient qu'à partir du 18 mai, uniquement pour les classes de 5^e et 6^e et seulement dans les départements en vert sur la carte du déconfinement (ce qui n'était pas le cas de l'Isère au moment où nous bouclions ce numéro). Pour les 4^e, les 3^e et les lycéens, pas de décision avant fin mai.

Pour cette reprise de l'école, sans doute trop tôt, le gouvernement se décharge sur les maires et directeurs d'école : en cas de problème, ils seraient les premiers accusés d'avoir rouvert les écoles. D'ailleurs, des députés et sénateurs de La République en marche ont proposé, le 3 mai, de voter une loi atténuant la responsabilité pénale des maires et des « dépositaires de service public » lors de cette pandémie. Une façon de reconnaître qu'il pourrait y avoir des problèmes.

BENJAMIN BULTEL

QUARTIER

LES CENTRES DE SANTÉ N'ONT PAS CONNU LA CRISE

Grenoble est assez épargné par la pandémie de Covid-19. Les deux centres de santé du quartier n'ont ainsi pas été submergés. Jacky Dupuy, directeur général adjoint de l'Agecsa (l'association gestionnaire des centres) fait le point.

Le Crieur : Comment les centres de santé se sont organisés face à cette pandémie ?

Jacky Dupuy : On s'est mis en ordre de bataille, avec des protocoles pour les patients reçus dans le cadre du Covid-19. On a créé des zones « spéciales » dans les centres de santé en cas de suspicion de Covid-19, des espaces sanitaires. On s'est aussi équipé en masques, blouses, surblouses, même si c'est difficile d'en avoir. C'est un peu limite en terme de masques, mais on reçoit des dotations de l'État toutes les semaines. Au début, il y en avait juste pour les médecins, rien pour les infirmières, mais après avoir protesté, il y en a un peu pour elles. On a aussi contribué à créer un centre de consultations uniquement dédié pour le Covid-19 [ndlr : dans les locaux de la MT2I, association de santé au travail, vers Pôle emploi], en mettant des secrétaires médicales et des médecins à disposition. Comme il n'y a pas eu trop de cas, le centre a fermé.

Les centres de santé auraient été désertés. C'est vrai ?

Pendant le confinement, les gens ne venaient plus au centre, de peur de contracter le virus. On s'attendait à une arrivée massive, ça a été l'inverse. Fin mars, il y a eu un creux dans la fréquentation des centres. Il a fallu passer par la téléconsultation, grâce aux webcams, pour aller vers les patients qui n'osaient pas venir. Les médecins n'étaient pas forcément prêts, il a fallu s'adapter en quelques jours.

Les médecins font du suivi médical, ils appellent les patients, ceux qui ont des maladies chroniques, pour avoir une continuité de soins. C'est une autre façon de travailler. Les infirmières vont à domicile, mais elles sont équipées, elles ont des tenues. Maintenant, les patients reviennent dans les centres, les plan-

nings sont bien remplis.

Quelle est la procédure en cas de Covid-19 ?

On fait un filtre par téléphone. Des gens appellent parce qu'ils sont inquiets, ils craignent d'avoir le Covid-19. En fonction des symptômes, on les oriente vers le Samu. Pendant les 15 premiers jours, ça a été le branle-bas de combat, on avait beaucoup d'appels. Les gens appelaient car ils avaient de la fièvre ou de la toux. Mais on n'a eu que des tests négatifs. Pareil chez le personnel, chez les professionnels de santé, on n'a pas eu de cas. Il y a eu un doute pour deux médecins mais les tests étaient négatifs. Heureusement, sinon ça aurait été l'hécatombe dans l'équipe.

Comment va se passer le déconfinement ?

Il risque d'y avoir un afflux de patients au moment du déconfinement. Beaucoup de gens voudront venir voir leur médecin, c'est normal, ce n'est pas la même chose de l'avoir au téléphone et en face de soi. Pour le Covid-19, on attend de savoir si on pourra faire les tests. Mais on a une bonne capacité d'adaptation.

Et sur le port du masque ?

Pas mal de gens en portant, beaucoup en ont fabriqué eux-mêmes. C'est une bonne mesure, surtout dans les transports en commun. Quand ce sera l'heure du déconfinement, les masques seront nécessaires.

Il y a eu un fort élan de solidarité : des associations ont fabriqué des visières, l'entreprise ST Micro a fabriqué du gel hydraulique, parfois, des patients nous amènent des masques. Et puis tous les soirs, il y a les chants au balcon au-dessus du centre (lire *Crieur* n°48), c'est sympa d'entendre la chanson sur le coronavirus.

PROPOS RECUEILLIS PAR B. BULTEL

LES LOCATAIRES EN HLM MAINTIENNENT LA PRESSION SUR LES BAILLEURS SOCIAUX POUR METTRE EN PLACE UN MORATOIRE SUR LES LOYERS. Plusieurs initiatives visent à réclamer aux bailleurs sociaux du quartier (Actis, SDH, CDC Habitat et Grenoble Habitat) l'annulation des loyers en cette période de perte de revenus des locataires. Elles font suite à une première demande des associations de locataires, début avril, restée lettre morte. Des associations du quartier (dont *Le Crieur*) ont écrit une lettre ouverte aux bailleurs sociaux. Une centaine de locataires, réunis dans l'association Alliance citoyenne, ont écrit une lettre ouverte au maire de Grenoble Éric Piolle (également président d'Actis). Une pétition en ligne a été lancée (<http://chng.it/xy5XJ2hq4K>). Plus d'infos sur la plateforme « Loyer suspendu » : <https://www.loyersuspendu.org/>

QUARTIER

QUAND RAMADAN RIME AVEC CONFINEMENT

Le confinement perturbe le déroulé du ramadan, commencé le 24 avril. Entre la fermeture des mosquées et l'interdiction des rassemblements, les croyants sont appelés à s'adapter.

« C'est inédit pour notre génération, un ramadan en plein confinement ! », s'exclame Mohamed Laakri, président du Conseil des imams de l'Isère, joint par *Le Crieur*. « Les mosquées resteront fermées, par mesure de prévention. Les prières se feront à domicile. »

Le mois sacré des musulmans se vivra de façon particulière cette année : « Il y a des habitudes et des coutumes de rassemblements, notamment familiaux, pendant cette période, par exemple la rupture du jeûne ensemble (iftar). C'est une ambiance singulière qu'on ne pourra pas vivre ensemble. » « On sera aussi privés de la prière à la mosquée après la rupture de jeûne. Mais cette prière pourra se faire chez soi, en famille. » « De la même façon, le partage de la chorba à la mosquée ne sera pas possible. Certaines mosquées de l'agglomération, à une échelle très restreinte, pourront distribuer à manger mais cela se

fera sur inscription. »

La grande prière de l'Aïd el-Fitr, qui se déroule tous les ans à Alpeexpo et réunit près de 15 000 croyants, est annulée. « L'Aïd el-Fitr [le 24 mai normalement] se fera à l'échelle individuelle. Même s'il avait été autorisé par les autorités, dans la religion aussi il y a des mesures à respecter en temps d'épidémie, il ne faut pas être un agent de transmission de la maladie. »

« Les règles du ramadan ne nécessitent pas de déplacement. Les musulmans peuvent rester chez eux. », rappelle un des responsables de la mosquée At-Taqwa, galerie des Baladins. « Je regardais CNews ou BFM TV, je ne sais plus, le journaliste demandait aux responsables politiques comment ils allaient gérer les musulmans pendant le ramadan... Les musulmans, on n'est pas à part, on fait comme toute le monde, on reste chez nous ! »

BENJAMIN BULTELE

À SUIVRE

Pas d'agenda ce mois-ci puisque l'organisation du déconfinement, prévu à partir du 11 mai, est encore floue. L'agenda du site du *Crieur de la Villeneuve* est régulièrement mis à jour.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

Le CCAS organise des distributions alimentaires pour les plus démunis les lundis et jeudis de 11 h 30 à 13 h 30 devant le siège du CCAS, au 28 galerie de l'Arlequin. Le Secours populaire (ZA des Peupliers) organise des distributions alimentaires de 13 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi.

TRAVAUX

Les riverains du chantier du nouveau collège Lucie Aubrac, avenue La Bruyère, n'en peuvent plus du bruit. Les travaux ont repris et à toute blinde. « 7 h - 16 h 30, quand on a des jeunes enfants et qu'on télétravaille c'est juste impossible ! Je pense aux soignants qui essayent de se reposer et aux habitants qui sont encore plus exposés que nous côté Villeneuve... », témoigne Marjolaine Gondran, une habitante de La Bruyère. À l'arrêt pendant plus d'un mois, le chantier a été rouvert par le Département. Selon le Conseil départemental, joint par *Le Crieur*, « il est indispensable que ce chantier puisse avancer [...] sinon il sera extrêmement difficile de tenir le planning de construction. » Une question de vie ou de mort, sans doute, pour redémarrer le chantier en plein confinement. Toutefois, « Le Président Jean-Pierre Barbier s'engage à demander aux entreprises prestataires de faire leur maximum pour réduire [les nuisances sonores] même s'il n'est pas possible de les supprimer en totalité. » S'il s'engage à demander...

OÙ TROUVER LE CRIEUR ?

Avec la fermeture de nombreux lieux publics, les exemplaires à prix libre sont disponibles ici : Yaz tabac et boulangerie Arlequin.

CULTURE

LA CULTURE CONFINÉE S'ÉPANOUIT

Comment maintenir des actions culturelles en plein confinement ? Deux exemples dans le quartier.

Fermé depuis la mi-mars, l'Espace 600 a dû s'adapter au confinement afin de poursuivre son action culturelle. « On a lancé *Histoires au bout du fil*, le 7 avril. », raconte Emma Stowe, de l'Espace 600. « Une équipe d'artistes appellent les gens au téléphone, les uns à la suite des autres, et jouent un épisode d'une histoire. » Écrit par Gwendoline Soublin, le feuilleton *Histoires au bout du fil* raconte les aventures de Babouchka Nastia, une vieille dame qui a une perruche pour seule compagnie. Un jour, la perruche s'envole et Nastia part en voyage à sa recherche.

Tous les mardis et vendredis, chaque nouvel épisode réunit « plus de 50 auditeurs » qui prennent part à l'écriture de l'histoire : « à la fin de chaque épisode, les auditeurs

peuvent répondre à une question pour orienter l'histoire. Le soir, on compile les réactions puis on les transmet à Gwendoline Soublin qui écrit la suite de l'histoire. » « On se pose la question de comment faire vivre la pièce après, poursuit Emma Stowe. Peut-être la jouer en public. En même temps, il y a tellement d'inconnues, on ne sait pas quand on pourra rouvrir... »

Inscription gratuite : publics@espace600.fr ou 07 66 34 61 45. Possibilité de prendre l'histoire en cours de route.

Vidéogazette en ligne

Lancés avant le confinement, les ateliers d'archivages de Vidéogazette, la chaîne de télé du quartier qui a fonctionné de 1972 à 1976, continuent pendant le confinement. Le concept est simple : visionner les archives de Vidéogazette sur YouTube et remplir des notices de description. « Ça permet de créer une base de données, pour pouvoir re-

PORTEZ UN MASQUE !

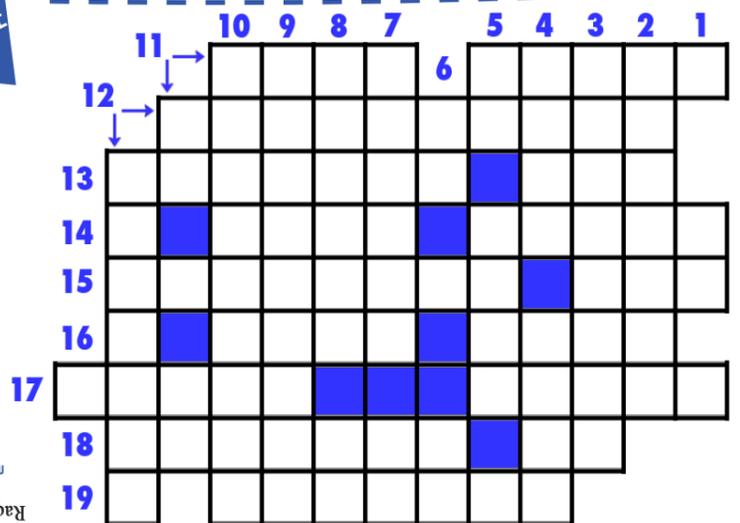
trouver plus facilement une bande, un lieu, une personne, pour les chercheurs ou les habitants. », explique Logan Charlot, gestionnaire d'archives à la Maison de l'image.

« 121 bandes ont été numérisées, soit environ 60 heures de vidéo. », détaille Logan Charlot. « Il y a vraiment de tout : des émissions de débat, souvent sur les écoles, des compte-rendus de classes de mer, des micro-trottoirs, des reportages sur les parkings et la circulation des voitures dans Villeneuve, déjà à l'époque ! » « Une dizaine de personnes, dont beaucoup du quartier, participent à l'archivage, dont quatre ou cinq régulièrement. » Les ateliers ont lieu tous les mardis jusqu'aux vacances d'été. Pour les rejoindre : logan.charlot@maison-image.fr ou 04 76 40 48 38.

BENJAMIN BULTELE

L'ESPACE DÉTENTE

Réalisé par Twoscrew



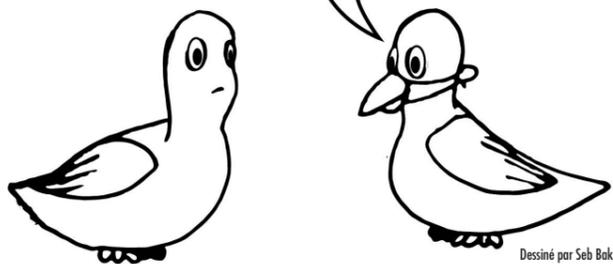
La solution des mots fléchés du numéro précédent (n° 48).

La solution du sudoku du numéro précédent (n° 48).

6	4	5	7	8	9	2	1	3
8	3	4	6	1	5	7	2	9
9	5	8	6	1	2	7	4	3
1	2	3	4	5	6	7	8	9
2	3	4	5	6	7	8	9	1
3	4	5	6	7	8	9	1	2
4	5	6	7	8	9	1	2	3
5	6	7	8	9	1	2	3	4
6	7	8	9	1	2	3	4	5

LES PIGEONS EN DISCUTENT : LE MASQUE

BEN, IL EST OÙ TON MASQUE ?



Dessiné par Seb Bak

			2			8	6
			8			4	
	8		6	3			
	6				2	1	
	5	2	4		7		
9	2					4	
		6	1		4		
4			5				
2	7		8				

Le *Crieur de la Villeneuve* est édité par l'association loi 1901 Le Crieur de la Villeneuve.
 Directeur de la publication : Nicolas Wolf.
 Dépôt légal à la parution. ISSN : 2497-0212. CPPAP : 1123 G 93253.
 Tirage initial : 500 exemplaires. Prix : 1 €. Abonnement (10 n°) : 10 €.
 Impression : Le Crieur de la Villeneuve.
 Adresse postale : Le Crieur de la Villeneuve, 38100 GRENOBLE.
 Le Bâtib, 97 galerie de l'Arlequin, 38100 GRENOBLE.
www.lecriteur.net / redaction@lecriteur.net